

NATION'S UNIES



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE



CONSEIL DE SÉCURITÉ

Distr.
GÉNÉRALE

A/9844
S/11554
7 novembre 1974
FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS/FRANCAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Vingt-neuvième session
Point 108 de l'ordre du jour
QUESTION DE PALESTINE

CONSEIL DE SECURITE
Vingt-neuvième année

Lettre datée du 6 novembre 1974, adressée au Secrétaire général par le représentant permanent de la République arabe syrienne auprès de l'Organisation des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir faire distribuer le document ci-joint, intitulé "Israël et l'Afrique du Sud" en tant que document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 108 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent de la République arabe syrienne auprès de l'Organisation des Nations Unies,

(Signé) Haissam KELANI

ANNEXE

Israël et l'Afrique du Sud

Le développement des relations entre les deux pays, 1967-1974

par

Peter Halljer^x

^x Document publié antérieurement sous la cote A/AC.115/L.396 conformément à la décision prise par le Comité spécial de l'apartheid à sa 294^{ème} séance, le 11 octobre 1974. Les vues exprimées dans ce document sont celles de l'auteur.

"Si la question se pose au cours d'une réunion internationale sur l'apartheid de savoir si les hommes doivent être classés en êtres supérieurs ou inférieurs selon leur couleur. Israël, en tant qu'Etat juif, ne peut donner qu'une seule réponse." Devant une réunion des American Zionist women, en octobre 1972, M. Abba Eban, alors Ministre des affaires étrangères d'Israël, exposait aussi ce qui demeure publiquement la position officielle du Gouvernement israélien vis-à-vis de l'Etat sud-africain 1/.

A première vue, il semblerait peu probable qu'il puisse exister des liens entre Israël et l'Afrique du Sud. Israël est un Etat composé de juifs, et ceux-ci n'ont pas oublié les massacres nazis et fascistes de juifs européens. Par contre, le Gouvernement nationaliste sud-africain, pro-apartheid, est composé en partie de politiciens afrikaners dont la conduite au cours de la deuxième guerre mondiale et des années qui l'ont immédiatement précédée est souvent douteuse. Le premier ministre, M. Balthazar Vorster, par exemple, a été incarcéré pendant la dernière guerre par le Gouvernement sud-africain en raison des activités allant à l'encontre de l'effort de guerre allié contre les nazis. Il y avait en outre un profond courant d'antisémitisme dans la politique afrikaner de l'époque, et la puissante communauté juive sud africaine, qui, bien que petite en nombre, a une influence économique considérable, appuyait en général le Parti uni du Maréchal Smuts.

Pourtant, il y a toujours eu des liens entre les deux Etats depuis 1948, année de la fondation d'Israël et année où le Gouvernement sud-africain est tombé entre les mains du Parti national, dirigé par M. D. Malan. Ces liens, dont il a été peu parlé jusqu'à présent, se sont poursuivis pendant la période allant de 1948 à la guerre de juin 1967 et se sont rapidement développés depuis, en particulier au cours des mois qui ont suivi la "guerre d'octobre" entre Israël et les Etats arabes.

Le développement de ces relations n'a pas toujours été sans problème. La différence des objectifs politiques des deux Etats, surtout de 1960 à 1970, dans les pays africains situés au sud du Sahara, a parfois soulevé des difficultés. Mais celles-ci se sont révélées de caractère essentiellement temporaire et ont pu être subordonnées à la politique générale de développement continu des liens entre les deux Etats.

La position officielle adoptée par Israël a souvent été loin de correspondre à la réalité pratique de ces relations. Sur le plan international, Israël a appuyé les résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies "déplorant" ou "condamnant" l'apartheid depuis qu'elle est devenue membre de cette organisation internationale, en 1950. Cette position ne s'est modifiée que l'année dernière. Au début, il s'agissait d'une politique qui ne mettait pas vraiment en danger les relations entre les deux pays. Jusqu'en 1960, en effet, la voix de l'Afrique noire se faisait faiblement entendre au sein de l'Organisation mondiale, en raison du statut

1/ Star, hebdomadaire, Johannesburg, 28 octobre 1972.

colonial de la plupart des pays africains. Les résolutions étaient donc relativement modérées dans leur condamnation de l'apartheid.

En 1960, toutefois, l'Afrique acquit une influence réelle aux Nations Unies. Et Israël, conscient de la nécessité diplomatique de rechercher l'amitié des Africains pour compenser les initiatives diplomatiques arabes en Afrique, commença en 1960-61 à adopter une position plus ferme d'appui aux résolutions africaines anti-apartheid.

En novembre 1961, la délégation israélienne appuya la résolution de l'Assemblée générale demandant des sanctions contre l'Afrique du Sud, en se contentant de s'abstenir sur la clause qui prévoyait l'expulsion de cet Etat de l'Organisation mondiale. En 1962, elle appuya une résolution semblable et, au cours des années suivantes, Israël s'est en général aligné sur le bloc afro-asiatique en ce qui concerne les résolutions anti-apartheid. Le ton des interventions israéliennes peut être apprécié dans l'extrait ci-après d'un discours du représentant israélien, M. Mordecai Kidron, à la vingt-septième session de la Commission des droits de l'homme en 1971 : "Il est évident que l'expérience juive au cours des âges nous conduit inévitablement à condamner toute manifestation de discrimination raciale fondée sur la couleur, telle que l'apartheid. Israël ne reconnaît ni en droit ni en fait cette aberration cruelle et injuste de l'esprit humain, cette infraction grossière au droit de tout homme de vivre dans la dignité. L'apartheid nous répugne au plus haut point, et nous avons toujours élevé la voix pour appuyer toute mesure prise par la communauté internationale afin de remédier au préjudice causé à tant de millions de nos frères humains" 2/.

Ces déclarations publiques d'opposition à l'apartheid ont provoqué une certaine tension entre les deux Etats. C'est ainsi qu'en 1961, après le vote sur les sanctions, le Premier Ministre de l'Afrique du Sud, M. Hendrik Verwoerd, déclarait : "Nous ne pourrions plus maintenir les mêmes relations d'amitié avec Israël" 3/. Le Ministre sud-africain des affaires étrangères, M. Eric Louw, faisait savoir en même temps à la délégation israélienne auprès de l'ONU, qu'à l'avenir ce genre de vote amènerait l'Afrique du Sud à refuser l'autorisation de libre transfert en Israël des fonds recueillis par la South African Zionist Federation 4/, menace qui fut mise à exécution l'année suivante.

Par ailleurs, au début des années 60, Israël montra l'intention de fournir une assistance à certains mouvements de libération africains. En 1962, par exemple, la femme de M. Ben Zvi, alors président d'Israël, se rendit dans un camp de réfugiés angolais au Zaïre (alors Congo-Leopoldville) et promit aux dirigeants du Mouvement populaire de libération de l'Angola, MPLA, M. Agostino Neto,

2/ Discours du 26 février 1971.

3/ Rand Daily Mail, Johannesburg, 23 novembre 1961 (ci-après dénommé RDM).

4/ RDM : 23 novembre 1961.

que l'assistance humanitaire israélienne serait poursuivie 5/. En juin 1967, le commandement portugais au Mozambique fit savoir que certains guerilleros du FRELIMO, faits prisonniers, avaient été entraînés en Israël 6/.

L'exemple le plus récent du soutien israélien aux mouvements de libération date de 1971, lors de l'offre d'assistance humanitaire à l'Organisation de l'unité africaine, offre à laquelle il a été fait une grande publicité et qui fut énergiquement condamnée par le Gouvernement sud-africain, la South African Zionist Federation (Fédération sioniste sud-africaine) et certains groupes en Israël même. Le journal Hatzofah, organe du Parti national religieux, qui faisait partie du gouvernement de coalition israélien de l'époque, critiqua cette offre, tandis que l'influent quotidien Yediot Aharonot déclarait : "Nous pouvons avoir des relations avec les pays africains sans nuire à l'Afrique du Sud, qui ne nous a fait aucun mal 7/.

La question de l'attitude à prendre envers l'Afrique du Sud à l'époque de l'indépendance africaine, au début des années 60, fut un important thème de discussion en Israël en 1960-61. En novembre 1961, le Parlement israélien eut son premier débat sur l'apartheid. Le Premier Ministre, M. David Ben Gurion, expliqua ainsi le vote des Nations Unies sur les sanctions : "Après 1960, nous avons changé parce que nous ne voulions pas nous aliéner la sympathie des nouveaux pays africains. Nous savions que les Juifs de là-bas (c'est-à-dire d'Afrique du Sud) n'en souffriraient pas trop. Le Gouvernement sud-africain en a été très contrarié, mais sa colère ne s'est pas dirigée contre les Juifs de là-bas : elle s'est portée uniquement sur Israël" 8/. Des motions critiquant la décision du gouvernement furent présentées par deux des partis représentés à la Knesset : l'Agudat Israël, parti religieux qui reçoit une aide financière considérable de la communauté juive sud-africaine, et le Herut, dirigé par Menahem Begin, qui par la suite a été ministre de 1967 à 1970. Le Herut est aujourd'hui le principal élément de la Likud, alliance qui constitue le principal groupe d'opposition en Israël.

Même à l'époque où Israël adoptait publiquement une politique anti-apartheid, le pays était extrêmement divisé sur cette question. M. Haim Yakil, directeur général du Ministère des affaires étrangères israélien de 1960 à 1964, disait en août 1966 : "Parmi les questions ne concernant pas directement les intérêts vitaux d'Israël, je ne m'en rappelle aucune qui ait soulevé plus de discussions que l'apartheid. Il en est ainsi depuis 1951" 9/.

Depuis cette époque, les partisans du resserrement des liens avec l'Afrique du Sud l'ont emporté, et l'on compte maintenant, parmi eux, non seulement l'aile droite du parti d'opposition, mais d'importantes personnalités au sein même du gouvernement, des syndicats et des milieux d'affaires.

5/ Le Progrès, Leopoldville (Kinshasa) : 16 août 1962.

6/ RDM : 16 juin 1967.

7/ Star, hebdomadaire, 12 juin 1967.

8/ Michael Brecher : "The Foreign Policy Systems of Israel" : Londres 1972 p. 234 (ci-après appelé Brecher).

9/ Brecher, p. 145.

La guerre de juin 1967 et la prise de conscience des intérêts communs

En mai 1948, M. Malan l'emporta sur le maréchal Smuts aux élections générales organisées en Afrique du Sud. Après son élection, il prit rapidement des dispositions pour reconnaître de jure l'Etat d'Israël, constitué quelques jours plus tôt seulement; et l'Afrique du Sud devint le septième Etat à reconnaître officiellement Israël. En 1950, Moshe Sharett, premier ministre israélien, se rendit en Afrique du Sud, et M. Malan visita Israël en 1953, avant tous les autres premiers ministres occidentaux en exercice. Deux officiers supérieurs visitaient aussi l'Afrique du Sud : Yigal Allon, par la suite Premier Ministre adjoint, et en 1957, Moshe Dayan, par la suite Ministre de la défense.

Il existait certains liens (rompus en 1955) dans le domaine des sports, et les échanges commerciaux furent développés eux aussi, tout en restant peu importants jusqu'à l'ouverture du détroit de Tiran à la suite de l'intervention tripartite en Egypte, en 1956. Au début des années 60, les principaux intérêts commerciaux d'Israël en Afrique visaient les Etats indépendants. Mais, en deux domaines, il existait des liens importants avec l'Afrique du Sud. Israël créa rapidement une importante industrie de taille des diamants, achetant la plupart de ses fournitures à l'Afrique du Sud par l'intermédiaire de la Central Selling Organization (Organisation centrale de vente); et la Zionist Federation in South Africa (Fédération sioniste d'Afrique du Sud) faisait parvenir en Israël des fonds considérables. Malgré le petit nombre de ses membres, la communauté juive d'Afrique du Sud est devenue celle qui fournissait à Israël la contribution par tête la plus élevée.

La véritable impulsion vint de la guerre de 1967. La réaction sud-africaine devant le conflit montra que l'appui à Israël dépassait considérablement la communauté juive et provenait du coeur même du milieu africain. Un grand nombre de Juifs sud-africains se portèrent volontaires pour servir en Israël, officiellement dans des postes non militaires, occupant les postes des Israéliens appelés à servir dans l'armée 10/, et s'engageant ainsi à rester en Israël au moins jusqu'en décembre. La South African Zionist Federation (Fédération sioniste d'Afrique du Sud) créa un fonds spécial pour Israël et recueillit des sommes importantes. A Johannesburg, au cours d'une seule réunion, on aurait recueilli 'des dizaines de milliers de rands' 11/, et les Juifs de Durban auraient rassemblé un demi million de rands 12/. Des médecins juifs de Port Elizabeth partirent pour Israël par avion, et la communauté locale aurait recueilli deux millions de rands 13/.

10/ Rand Daily Mail, Johannesburg, 31 mai 1967.

11/ Rand Daily Mail, Johannesburg, 3 juin 1967.

12/ Rand Daily Mail, Johannesburg, 6 juin 1967.

13/ Rand Daily Mail, Johannesburg, 7 et 8 juin 1967.

Mais l'appui à Israël était à peine moins général parmi les Blancs non juifs. Au Cap, lors des débats du Parlement du 5 juin, des membres de tous les partis s'identifièrent ouvertement à la cause israélienne 14/, tandis que de nombreux chefs du parti d'opposition, le Parti uni, parmi lesquels celui de la province du Cap et le chef de ce parti au Sénat, assistaient à un service spécial à la grande Synagogue du Cap 15/. Vause Raw, porte-parole du Parti Uni au Parlement pour les affaires concernant la défense déclara que l'Afrique du Sud devait prendre exemple sur Israël 16/. A l'Université de Witwatersrand (Johannesburg), la principale des universités de langue anglaise, les étudiants organisèrent une collecte de sang pour les services médicaux israéliens (Magen David Adom) 17/.

Les Sud-Africains d'expression anglaise n'étaient d'ailleurs pas les seuls à appuyer Israël : il y eut de la part des Africanders un mouvement d'appui analogue quoique moins ouvertement public. Des appels en faveur d'Israël furent lancés au sein de l'Eglise réformée néerlandaise, source des "justifications" religieuses de l'apartheid. Dave Marais, membre du Parlement, président de la Nationalist Football League (Ligne nationaliste de football) proposa d'organiser une compétition de jeu à cinq pour recueillir des fonds destinés à Israël 18/. Le Star de Johannesburg annonça que le Broederbond, société secrète africander, avait versé "une contribution importante au Fonds d'assistance à Israël" 19/. Un porte-parole de la Fédération sioniste exposant les progrès de l'Appeal Fund (Fonds d'appel) aurait déclaré au Cap, le 8 juin, que "plusieurs organisations africanders fort connues comptaient parmi les nombreux organismes non juifs ayant versé des contributions au Fonds" 20/; cette information n'a jamais été confirmée officiellement.

Le Gouvernement sud-africain resta officiellement neutre au cours de la guerre. M. Hilgard Muller, ministre des affaires étrangères, définit cette position dans une déclaration faite après la guerre le 18 juin 21/. Mais il s'agissait d'une neutralité assortie de concessions permettant d'aider Israël. Au cours de la guerre et de l'immédiat après la guerre, les services officiels sud-africains de transfusion sanguine prêtèrent du sang au Magen David Adom 22/. Les contrôles applicables aux transferts d'argent vers Israël, imposés en 1962 (voir ci-dessus), furent assouplis de façon à permettre les envois d'argent à des fins humanitaires, et tout envoi d'argent par les particuliers fut autorisé sans restriction. On n'a jamais fait connaître officiellement le montant des sommes en question, mais plusieurs sources ont cité le chiffre de 21,5 millions de rands 23/.

14/ Rand Daily Mail, Johannesburg, 6 juin 1967.

15/ Rand Daily Mail, Johannesburg, 6 juin 1967.

16/ Rand Daily Mail, Johannesbrug, 9 juin 1967.

17/ Rand Daily Mail, Johannesburg, 8 juin 1967.

18/

19/ The Star, hebdomadaire, 10 juin 1967.

20/ Rand Daily Mail, Johannesburg, 9 juin 1967.

21/ Rand Daily Mail, Johannesburg, 19 juin 1967.

22/ Ibid., 20 juin 1967.

23/ Ibid., 6 août 1967.

A l'Organisation des Nations Unies, tout en continuant d'observer officiellement une politique de neutralité, l'Afrique du Sud s'abstint lors des votes intervenus à l'Assemblée générale au commencement de juillet, votes qui portaient notamment sur l'annexion par Israël du secteur oriental de Jérusalem, condamnée même par les Etats-Unis. L'Afrique du Sud fit savoir que cette question relevait de la compétence du Conseil de sécurité 24/. Au cours de la guerre de juin comme de la période qui l'a immédiatement suivie, Israël a donc pu compter sur l'appui financier et politique étendu de l'Afrique du Sud.

En s'identifiant totalement, semble-t-il, à Israël au cours de la guerre, la communauté juive d'Afrique du Sud avait fait réapparaître le vieux spectre de la double allégeance. Mais le Ministre sud-africain des transports affirma au cours d'un discours prononcé en août, à Johannesburg, que tous les doutes avaient été dissipés par les déclarations d'organismes communautaires officiels comme le South African Jewish Board of Deputies (Conseil judéo-sud-africain des députés) et la Zionist Federation (Fédération sioniste) 25/.

La prise de conscience des intérêts communs entre les deux Etats, malgré les différences de systèmes intérieur et politique devait, au cours de la période qui a suivi la guerre, devenir le moteur du développement rapide des relations déjà établies entre les deux pays.

E. J. Horwitz, président de la Fédération sioniste, prenant la parole à la trentième Conférence en septembre 1967, déclara que l'amélioration marquée des relations entre les deux Etats était l'une des conséquences de la guerre 26/. C'est dans cette nouvelle atmosphère que les relations commencèrent à s'étendre. Les appels au développement des échanges commerciaux s'amplifièrent; les collectes de fonds en faveur d'Israël au sein de la communauté juive d'Afrique du Sud augmentèrent; et les premiers signes de collaboration militaire se firent jour.

24/ Ibid., 19 juillet 1967.

25/ Rand Daily Mail, 14 août 1964.

26/ Ibid., 4 septembre 1967.

Evolution des relations, 1967-1973

A la fin de juillet 1967, un ingénieur de Johannesburg, Stanley Kaplan, déclencha le processus qui devait conduire à la création d'un groupe spécial chargé de promouvoir les échanges commerciaux. "Jusqu'à présent", affirmait-il, "les Israéliens pensaient à l'Afrique du Sud dans le contexte de la communauté sud-africaine juive. Mais, maintenant, l'idée que l'Afrique du Sud forme une nation s'est imposée aux Israéliens. Il y a aujourd'hui un désir sincère ... d'établir des liens techniques et commerciaux plus actifs ... Je souhaite qu'un groupe commercial et industriel, sans but lucratif, soit créé, afin de resserrer les liens commerciaux et d'affaires entre les deux pays" 27/.

Deux directeurs des lignes méditerranéennes d'Haifa se rendirent en Afrique du Sud en octobre 1967 pour examiner la possibilité d'y faire du commerce de maïs 28/. Mme Raya Jaglom, dirigeante de l'Organisation internationale des femmes sionistes, alla en Afrique du Sud au mois d'août pour participer à deux conférences de la communauté juive et recueillir des fonds pour Israël 29/.

Les leçons à tirer de la guerre-éclair du mois de juin furent expliquées en détail au mois d'octobre à l'école supérieure de guerre sud-africaine par le Chef d'état-major des forces aériennes d'Israël, le général Mordechai Hod 30/. En avril 1968, lorsque le Ministre sud-africain de la défense, M. P. W. Botha, avertit le Gouvernement zambien du danger qu'il courait en appuyant des raids "terroristes", il fit une analogie avec les raids de représailles israéliens contre les bases de guérilla palestiniennes, telles que l'attaque de mars 1968 contre Kerameh 31/.

Les besoins différents des deux pays sur le plan international continuaient de soulever de temps en temps des problèmes temporaires. Au début de novembre 1967, par exemple, le représentant d'Israël à l'Organisation des Nations Unies, M. Joel Barromi, sortit de séance lorsque le représentant de l'Afrique du Sud prit la parole pour défendre l'apartheid. Comme le disait le journal nationaliste Dagbreek : "Le doute qu'éveille une loyauté double, envers Israël et envers l'Afrique du Sud, ne peut être dissipé par des mots. Une attitude de désapprobation (de la part de la communauté juive sud-africaine) à l'égard de l'action d'Israël à l'ONU ne se fait que trop attendre. Et que l'on ne vienne pas nous accuser d'antisémitisme" 32/. La réaction des dirigeants de la communauté juive et des organes publics aida à applanir le différend. Au sein du Conseil des

27/ Rand Daily Mail, Johannesburg, 1er août 1967.

28/ Rand Daily Mail, Johannesburg, 25 octobre 1967.

29/ Rand Daily Mail, Johannesburg, 29 août 1967.

30/ Sunday Express, Johannesburg, 10 octobre 1967.

31/ Rand Daily Mail, Johannesburg, 4 avril 1968.

32/ Rand Daily Mail, Johannesburg, 20 novembre 1967.

représentants, selon certaines informations, "certains juifs sud-africains pensent qu'il faudrait adopter une position plus nette, qu'il faudrait dire à Israël que les déclarations de ses porte-parole à l'ONU ne sont pas appréciées" 33/. Le South African Jewish Time, le Zionist Record et le Jewish Herald, tout en critiquant les réactions de la presse nationale, expriment également leur regret devant l'attitude de M. Barromi 34/.

En Israël également, la position du gouvernement fut fortement critiquée. M. Eliezer Shostak, député du parti du centre libre à la Knesset, demanda que l'on renvoyât rapidement un ambassadeur israélien en Afrique du Sud et fit passer dans le quotidien Ha'aretz un article critiquant M. Barromi 35/. Le général de brigade Haim Herzog, officier israélien bien connu, demanda lui aussi l'adoption d'une nouvelle politique : "Pourquoi Israël adopterait-il cette position envers l'Afrique du Sud par crainte de perdre l'appui des Etats africains, alors que la France continue de fournir des chars et des avions à Prétoria sans compromettre son influence en Afrique du Sud?" 36/. Un nombre croissant de groupes et de personnages influents appuyaient cette position.

Malgré le différend politique, les échanges commerciaux continuaient de se développer. A la mi-octobre 1967, par exemple, le directeur adjoint et l'ingénieur en chef des industries d'aviation israéliennes, l'IAI, firent partie d'un groupe de six hommes d'affaires israéliens emmenés en Afrique du Sud par El Al, la compagnie d'aviation israélienne. Au cours de leur séjour, ils visitèrent l'usine des South Africa's Atlas Aircraft Industries (industries d'avions à réaction de l'Atlas d'Afrique du Sud). Ils examinèrent également la possibilité d'apporter en Afrique du Sud le nouvel avion israélien, l'Arava, appareil à buts multiples, à décollage et atterrissage courts, pour faire des démonstrations de vol et des essais 37/.

Un délégué du Ministère israélien du commerce et de l'industrie, M. Harry Voremberg, fut envoyé à la fin de l'année en Afrique du Sud, pour une période de quatre mois 38/.

33/ Rand Daily Mail, Johannesburg, 16 novembre 1967.

34/ Rand Daily Mail, Johannesburg, 9 novembre 1967.

35/ Rand Daily Mail, Johannesburg, 6 novembre 1967.

36/ Ha'aretz, 1er décembre 1967.

37/ Sunday Times, Johannesburg, 10 octobre 1967.

38/ Sunday Times, Johannesburg, 10 décembre 1967.

1968

En janvier 1968, Shostak créa la Ligue d'amitié israélo-sud-africaine (Israel-South Africa Friendship League) composée notamment de politiciens, de conseillers locaux et d'hommes d'affaires 39/. L'organisation devait s'efforcer d'encourager la croissance du commerce entre les deux pays et d'améliorer leurs relations; et, dès le mois de mars, on pouvait lire ce qui suit dans le Rand Daily Mail : "Des plans visant à accroître le commerce entre Israël, l'Afrique du Sud et l'Afrique orientale sont étudiés par Israël, qui compte sur une augmentation considérable des exportations et des importations" 40/.

Parallèlement au groupe de Shostak, la Fondation sud-africaine (South Africa Foundation), organisation d'hommes d'affaires sud-africains qui s'efforce d'améliorer l'image de l'Afrique du Sud à l'étranger, créa un Israeli-South Africa Man to Man Committee (Comité paritaire israélo-sud-africain), réunissant notamment le colonel Ephraïm Shurer, qui avait abandonné les forces armées israéliennes pour devenir directeur d'El Al en Afrique du Sud, et M. Shloma Peer, membre fondateur du parti de Ben Gourion et membre du Conseil national de ce parti, qui avait quitté Israël pour aller s'installer en Afrique du Sud en 1965 41/. L'une des premières décisions du Comité fut d'organiser une rencontre entre MM. P. W. Botha et Shimon Peres, alors secrétaire général du parti travailliste israélien et membre de l'importante Commission des affaires étrangères et de la sécurité de la Knesset 42/. Maintenant Ministre de la défense, Peres avait été élu à la Knesset en 1959. Commandant la marine israélienne en 1949, il était devenu en 1952 Directeur général du Ministère de la défense. Au cours de son voyage, il déclara : "Nous avons certainement des différences de points de vues, mais nos relations sont excellentes." D'après lui, les relations s'étaient "légèrement améliorées" depuis la guerre de juin, grâce à la position adoptée par l'Afrique du Sud pendant la guerre 43/.

En outre, les membres du Comité de la Fondation participèrent à la "Conférence de millionnaires" tenue à Jérusalem en avril 1968, afin de recueillir des fonds auprès des hommes d'affaires et d'encourager le commerce avec Israël. David Suzman, de Cape Town, fut nommé président du Comité régional sud-africain de la Conférence, à laquelle assistaient également d'autres hommes d'affaires sud-africains 44/.

39/ Rand Daily Mail, Johannesburg, 26 janvier 1969.

40/ Rand Daily Mail, 14 mars 1968.

41/ Sechaba, journal du Congrès national africain d'Afrique du Sud, avril 1970.

42/ Sechaba, avril 1970.

43/ Rand Daily Mail, Johannesburg, 27 avril 1968.

44/ Ibid., 5 avril 1968.

Au milieu de l'année 1968, une autre déclaration israélienne à l'Organisation des Nations Unies troubla les relations entre les deux pays. Le nouveau représentant d'Israël, M. Yosef Tekoah, prenant la parole devant l'Assemblée générale, affirma que l'Afrique du Sud avait perdu son droit d'administrer la Namibie en violant les dispositions du mandat que lui avait confié initialement la Société des Nations 45/. M. Shmuel Tamir, dirigeant du parti du centre libre à la Knesset, et son collègue, M. Shostak, se trouvaient à ce moment-là en Afrique du Sud en tant qu'invités du Comité israélien sud-africain 46/. Ils refusèrent de faire tout commentaire sur le discours de Tekoah 47/, mais, devant le Parlement du Cap, M. Muller critiqua le discours de M. Tekoah et ce qu'il appela "la tentative d'Israël de gagner les faveurs de l'Afrique noire". Il ajouta cependant que la question d'une éventuelle représentation diplomatique de l'Afrique du Sud à Tel Aviv était en cours d'examen 48/.

En même temps, Die Burger, organe du parti national à Cape Town, consacrait un éditorial à la question des relations israélo-sud-africaines : "Israël et l'Afrique du Sud ont une situation commune. Tous deux sont engagés dans une lutte pour l'existence, et tous deux sont en conflit constant avec la majorité qui impose ses vues à l'Organisation des Nations Unies. Tous deux sont des forteresses solides dans leurs régions respectives, qui sans eux tomberaient dans l'anarchie antioccidentale. Il est de l'intérêt de l'Afrique du Sud qu'Israël réussisse à contenir ses ennemis, qui sont parmi nos adversaires les plus perfides; et Israël aurait le monde entier à dos si la route maritime autour du Cap de Bonne-Espérance devenait inutilisable au cas où l'Afrique du Sud en perdrait le contrôle. Les puissances antioccidentales ont imposé à Israël et à l'Afrique du Sud une certaine communauté d'intérêts, qu'il est préférable d'utiliser que de nier" 49/.

Les relations commerciales, et de plus en plus aussi les relations culturelles, continuèrent à se développer au cours de l'année. En quittant l'Afrique du Sud, MM. Tamir et Shostak ont déclaré que leurs "efforts en vue de favoriser une meilleure compréhension et des relations plus étroites entre Israël et l'Afrique du Sud avaient reçu partout bon accueil" 50/. Le Commissaire israélien au commerce, M. Amitay Ben-Joseph, qui avait accédé à ce poste en juin 1968, exprima l'espoir qu'Israël pourrait importer d'Afrique du Sud de la laine, de l'amiante, des diamants industriels et des métaux, et lui fournir des textiles, des vêtements, des produits chimiques et des produits pharmaceutiques 51/.

45/ Rand Daily Mail, Johannesburg, 25 mai 1968.

46/ Sunday Express, Johannesburg, 23 juin 1968.

47/ Rand Daily Mail, Johannesburg, 25 mai 1968.

48/ Ibid., 31 mai 1968.

49/ Die Burger, 29 mai 1968.

50/ American Jewish Yearbook 1969, p. 455.

51/ Today's News, publication de l'Ambassade sud-africaine à Londres, 3 juillet 1968.

Le nouvel essor des relations commerciales se manifesta, par exemple, par une Semaine de la mode israélienne à Johannesburg et au Cap vers la fin du mois d'août. C'était la première grande manifestation en matière de promotion de la mode organisée par Israël en Afrique du Sud. Elle avait été montée par l'Institut israélien des exportations, sous la direction du chef de son centre de la mode, Mme Ruth Kimmel. La Semaine donna lieu à des transactions immédiates de l'ordre de 350 000 rands, et l'on espérait atteindre 500 000 rands en tout 52/.

L'augmentation des services d'El Al en direction et en provenance de l'Afrique du Sud constitue un autre exemple. "Les échanges commerciaux entre Israël et l'Afrique du Sud ont doublé depuis la fin de la guerre de juin, et le fret aérien joue un rôle de plus en plus important dans cette croissance", écrivait M. Bill Prinaloo, correspondant du Rand Daily Mail en matière d'aviation 53/. Le trafic voyageurs d'El Al augmenta de 155 p. 100 grâce à la capture de la péninsule du Sinaï qui permettait d'emprunter une route plus courte 54/. Le nombre des voyageurs sud-africains en Israël augmenta de 35 p. 100 par rapport à 1967 55/, et El Al inaugura, en novembre 1968, un nouveau vol hebdomadaire entre Lydda et Johannesburg pour répondre à la demande 56/.

Quant au domaine culturel, la troupe israélienne Karmon, composée de chanteurs et de danseurs, qui était déjà venue en Afrique du Sud en 1961, y retourna en juillet et en août. Le comédien Shimon Dzigan y était aussi à la même époque 57/. M. Geoffrey Wigoder, directeur de la radiodiffusion étrangère à Kol Israël, la radio officielle, séjourna en Afrique du Sud pendant six semaines 58/.

Parmi les autres Israéliens venus en Afrique du Sud, citons M. Gideon Hausner, ancien procureur général 59/, député à la Knesset du petit parti libéral indépendant, membre de la coalition, et le général Uzi Narkiss, venu sur une invitation de la Fédération sioniste 60/.

Au cours de l'année, les échanges commerciaux entre les deux pays augmentèrent nettement par rapport à 1967. Les exportations d'Israël en Afrique du Sud passèrent de 4 millions de dollars à 5,7 millions, soit une augmentation de plus de 40 p. 100, tandis que les importations en provenance de l'Afrique du Sud

52/ Rand Daily Mail, Johannesburg, 16 juillet 1968 et 13 août 1968.

53/ Rand Daily Mail, Johannesburg, 1er juillet 1968.

54/ Bank of Israël, Annual Report, 1968, Jérusalem (édition anglaise), p. 306.

55/ Ibid., p. 298.

56/ Rand Daily Mail, Johannesburg, 25 novembre 1968.

57/ Ibid., 19 juillet 1968 et 16 avril 1968.

58/ Ibid., 17 juillet 1968.

59/ Ibid., 9 septembre 1968.

60/ Ibid., 28 octobre 1968.

passaient de 3,4 millions à 5,2 millions, soit une augmentation de plus de 50 p. 100. Bien qu'au cours de l'année le commerce entre Israël et l'Ethiopie eût augmenté, celui entre Israël et l'Afrique du Sud avait lui aussi augmenté suffisamment pour donner à l'Afrique du Sud le rang de premier client d'Israël sur le continent africain 61/. La fondation d'une association d'échanges commerciaux, l'Israel - South Africa Trade Association, ou ISATA, avait été un facteur clef de cette évolution. L'association était l'oeuvre des délégués sud-africains à la Conférence des millionnaires; le président en était M. Morris Lubner 62/.

L'expansion des échanges se poursuivit l'année suivante (1969), en même temps que des dirigeants israéliens venaient plus nombreux en Afrique du Sud. Au début de l'année, M. Michael Michael fut nommé à la tête de la mission diplomatique israélienne; il avait le titre de chargé d'affaires, mais le rang d'ambassadeur. M. Michael avait occupé des postes importants au sein du Ministère israélien des affaires étrangères 63/. Le jour de sa nomination, le correspondant du Star de Johannesburg écrivait de Tel Aviv que le débat entre les tenants et les opposants d'une rapide expansion des liens avec l'Afrique du Sud était tranché: "Israël essaiera dorénavant d'entretenir des rapports beaucoup plus étroits et beaucoup plus complets avec l'Afrique du Sud. Le groupe pro-sud-africain a, semble-t-il, gagné la partie" 64/.

M. Harold Blumberg, ex-directeur administratif du South African Jewish Times, entra au service de la société des publications israéliennes, à Tel Aviv, en janvier. Il considérait que son rôle était de favoriser l'expansion du commerce par les publications de sa société 65/. Il y était aidé par l'activité des représentants israéliens en Afrique du Sud. Par exemple, en mai, M. Amitay Ben-Joseph disait devant une assemblée de l'Executives Association, à Johannesburg, que les hommes d'affaires sud-africains pourraient facilement doubler leurs exportations en Israël; il leur conseillait vivement d'entreprendre des projets en coentreprise avec des sociétés israéliennes 66/. En juin, l'ISATA annonçait que 17 hommes d'affaires sud-africains assisteraient, du 25 au 29 juin, à la première réunion du Conseil économique consultatif établi en Israël; cette réunion devait être présidée par M. Morris Lubner, président de l'ISATA 67/.

En août, une semaine israélienne eut lieu en Afrique du Sud. Selon Mme Rhouell, directeur du service des semaines israéliennes du Gouvernement

61/ Fonds monétaire international - courants des échanges.

62/ American Jewish Yearbook 1969, p. 454.

63/ Le Star, 3 janvier 1969.

64/ Le Star, 3 janvier 1969.

65/ Rand Daily Mail, Johannesburg, 31 janvier 1969.

66/ Ibid., 22 mai 1969.

67/ Ibid., 6 juin 1969.

israélien, "notre manifestation en Afrique du Sud a été la plus considérable jusqu'ici" 68/. Cette manifestation avait reçu l'appui des sociétés sud-africaines O.K. Bazaara, John Orr, Greatermans et Garlicks, et avait été en partie organisée par l'ISATA. M. Adin Talber, vice-directeur au Ministère israélien du commerce et de l'industrie, assistait à l'inauguration de la semaine à Johannesburg; il y souligna le champ qui s'offrait à l'expansion des échanges dans les deux sens. Le Vice-Ministre sud-africain des affaires économiques était présent lui-aussi 69/.

La société maritime israélienne Zim, dont l'Etat est partiellement propriétaire, annonçait au début d'août qu'elle mettait, par l'entremise de sa filiale, la Gold Star Line, quatre navires sur la route Afrique du Sud-Japon, ajoutant que le trafic marchandises de la route Israël-Afrique du Sud avait augmenté de 50 p. 100 depuis la guerre de juin, et que la route Australie-Eilat serait prolongée par une escale à Durban 70/. Le Directeur de la ZIM pour l'Extrême-Orient, M. Carmel Hachohen, se rendit en Afrique du Sud peu de temps après "pour se rendre compte de l'état des ports et s'enquérir des moyens d'élargir les échanges israélo-sud-africains, dont les possibilités, selon lui, sont considérables, étant donné le développement extraordinaire qui se produit ici" (en Afrique du Sud) 71/.

Vu la croissance rapide du tourisme entre les deux pays en 1968, le Directeur général du Ministère israélien du tourisme, M. Meir de Shalit, alla en Afrique du Sud en octobre pour installer le premier bureau de tourisme du Gouvernement israélien sur le continent africain; la responsabilité en avait été confiée à M. Avraham Manor 72/.

La même année a vu se multiplier les voyages de personnalités politiques et militaires israéliennes en Afrique du Sud; les plus notables furent l'ancien premier ministre M. Ben Gourion, et l'ex-chef des services d'espionnage, M. Haim Herzog. Tous deux se déplacèrent en mai pour la campagne de souscription lancée par la Fédération sioniste en vue de recueillir 25 millions de rands pendant l'année. Au cours de son voyage, M. Ben Gourion eut des entretiens avec le premier ministre M. Vorster, en compagnie du colonel Joseph Golan, ancien attaché militaire en France, qui n'avait quitté l'armée israélienne qu'en janvier 1969. M. Herzog, qui lui-même venait de quitter l'armée, fut présenté comme quelqu'un qui "exerce actuellement une occupation civile pour le compte d'importantes institutions financières israéliennes" 73/, mais il était encore proche des milieux militaires. De son côté, le général Aharon Doron arriva en août comme invité de la Fédération

68/ Ibid., 12 août 1969.

69/ American Jewish Yearbook, 1970, p. 735.

70/ Rand Daily Mail, Johannesburg, 12 août 1969.

71/ Ibid., 20 août 1969.

72/ Ibid., 28 octobre 1969.

73/ Ibid., 10 mai 1969.

sioniste. Vice-Président de l'Université de Tel Aviv, il avait été commandant de la protection civile de Tel Aviv pendant la guerre de juin 74/.

Dans un éditorial saluant l'arrivée de M. Ben Gourion, un journal nationaliste influent, le Die Vaterland, écrivait : "La survie d'Israël au Moyen-Orient est un élément fondamental de notre sécurité ... Si nos compatriotes juifs prêtent une oreille favorable à ce que notre important visiteur est venu leur demander, c'est-à-dire leur aide pour la construction d'Israël, leur contribution sera aussi une contribution à la sécurité de l'Afrique du Sud". L'éditorialiste ajoutait que lorsqu'Israël s'était assuré le contrôle du canal de Suez, l'Afrique du Sud avait gagné "un avantage matériel considérable, tout autant que stratégique" 75/.

En novembre, la société israélienne de construction aéronautique choisit une société sud-africaine, la Placo, comme agent distributeur de son nouvel appareil Commodore, un jet d'affaire de 10 places qui devait sortir des chaînes de montage en août 1970 76/; cette décision concrétisait des liens déjà établis à la fin de 1967.

Pendant l'année, les échanges avaient à nouveau augmenté rapidement. La valeur des exportations israéliennes à destination d'Afrique du Sud était passée de 5,7 millions à 8,2 millions de dollars, tandis que celle des importations israéliennes en provenance d'Afrique du Sud passait de 5,2 millions à 5,8 millions de dollars 77/.

74/ Ibid., 8 août 1969.

75/ Jewish Telegraphic Agency, 6 mai 1969.

76/ Rand Daily Mail, 27 novembre 1969.

77/ FMI - Directions of Trade.

1970

C'est au début de 1970 qu'on apprit pour la première fois, de sources généralement sûres, qu'il y avait commerce d'armes. La Jewish Telegraphic Agency, dans un communiqué émanant de Londres, déclarait : "Le Gouvernement sud-africain a commencé à organiser l'exportation de tanks à destination d'Israël, ce qui marque une nouvelle étape dans la coopération israélo-sud-africaine. Le tank sud-africain est un géant de 65 tonnes, doté d'un canon lourd et conçu sur le modèle du nouveau tank anglais. Il s'agit apparemment du tank britannique de type 'Chieftain', qu'Israël avait cherché à acheter à la Grande-Bretagne" 78/. Le lendemain, l'agence ajoutait : "Le Ministère israélien des affaires étrangères a fait savoir aujourd'hui qu'il n'avait rien à dire au sujet des envois d'armes sud-africaines à Israël dont on accuse Israël ... L'information, qui date de dimanche, est que le Gouvernement sud-africain envisage d'exporter en Israël des tanks géants de 65 tonnes" 79/. Le représentant d'Israël auprès des Nations Unies, M. Tekoah, écrivit au Président en exercice du Conseil de sécurité une lettre en date du 2 février, dans laquelle il niait la teneur du premier communiqué d'agence, mais s'abstenait de faire état du refus du Gouvernement israélien de formuler le moindre commentaire sur la question 80/.

Peu après ces informations de la Jewish Telegraphic Agency sur l'envoi de tanks, l'officier commandant le Corps d'armée féminin en Israël, le colonel Otella Levy, se rendit en Afrique du Sud. Elle était accompagnée de Mme Tamar Eshel, chargée des relations extérieures pour la municipalité de Jérusalem, et elle venait en Afrique du Sud pour trois semaines "lancer la campagne sioniste biennale féminine de 1970" 81/. En avril, le général de brigade Dan Laner se rendit à Johannesburg pour une conférence sioniste 82/, tandis qu'à la fin de l'année, la dix-neuvième réunion biennale de l'Organisation sioniste féminine sud-africaine se tenait en Israël pour la première fois. Le Ministre du tourisme, Moshe Kol, et l'ancien général en chef des forces aériennes, Ezer Weizmann, y prirent la parole 83/.

Cependant, les préparatifs se poursuivaient en vue de l'achat d'avions. L'IAI envoya en Afrique du Sud et au Mozambique une équipe commerciale en avril, pour y faire des démonstrations du modèle Commodore 84/. Le montant des investissements augmentait également. En juillet, l'Industrial Development Corporation of South Africa, organisme parapublic, signa un accord avec David Golan, administrateur de la

78/ Jewish Telegraphic Agency, 20 janvier 1970.

79/ Ibid., 21 janvier 1970.

80/ George Tomeh : "The Unholy Alliance - Israel and South Africa", publié par la Ligue arabe, Washington, non daté.

81/ Rand Daily Mail, 19 février 1970.

82/ Johannesburg Sunday Express, 5 avril 1970.

83/ The Star, publication hebdomadaire, 7 novembre 1970.

84/ Johannesburg Sunday Express, 19 avril 1970.

Banque israélienne du commerce extérieur, lequel portait à 10,7 millions de rands le montant des crédits offerts sous garantie bancaire pour contribuer à relever le niveau des exportations de capitaux sud-africains à destination d'Israël 85/.

En octobre, la Steel Pipe Industry, filiale de l'African Gate Holdings, société sud-africaine, vendit pour 250 000 rands une fabrique de serpentín d'acier à la Middle East Tube Co. d'Haïfa, en prenant une participation dans la société israélienne 86/.

A la fin de 1970, l'organe officiel du Conseil de la communauté juive d'Afrique du Sud (South African Jewish Board of Deputies) publia un article sur les ressemblances entre l'Afrique du Sud et Israël. Ce journal, Jewish Affairs, disait :

"Il n'est pas faux de soutenir qu'Israël et l'Afrique du Sud ont fondamentalement des intérêts communs au Moyen-Orient et plus au sud, bien au contraire. Il n'y a rien là de secret ni d'alarmant. Les liens entre les deux pays, plus étroits que jamais depuis la guerre de 1967, s'expliquant par leur situation géographique et stratégique, par leur anticommunisme et par les éléments mêmes de leur existence nationale ... Bref, les destins de ces deux pays, si différents à de nombreux égards mais si semblables du fait des conditions essentielles par lesquelles ils peuvent se maintenir en vie, sont liés l'un à l'autre beaucoup plus étroitement encore qu'aucun de leurs adversaires ne pourrait le concevoir à des fins de propagande, ou même le souhaiter."

L'auteur de l'article étudiait ensuite la nouvelle politique sud-africaine d'"ouverture" sur le continent africain, et relevait d'autres points de ressemblance entre les intérêts israéliens et les intérêts sud-africains dans ce domaine.

"Les intérêts israéliens et sud-africains ne convergent pas seulement à la bordure orientale du continent africain, mais encore plus positivement au coeur même du continent. Les deux pays ont intérêt à favoriser le développement matériel et social de ceux qui, parmi les 200 millions d'Africains du continent, recherchaient volontiers leur aide et leur coopération ... C'est sur le continent africain que les chemins d'Israël et de l'Afrique du Sud se croiseront certainement dans les années 1970 et, de plus en plus souvent, dans un avenir plus lointain. Il n'est pas et il n'a jamais été question qu'ils rivalisent entre eux, mais plutôt qu'ils se complètent l'un l'autre là où précisément ils se rencontrent." 87/

En faisant aussi clairement état de cette identité d'intérêts, et dans l'organe officiel du Conseil, les dirigeants de la communauté juive sud-africaine montraient à quel point ils faisaient leurs les politiques du Gouvernement sud-africain. Si,

85/ Rand Daily Mail, 15 juillet 1970 et South African Financial Gazette, 17 juillet 1970.

86/ The Star, 3 octobre 1970.

87/ Jewish Affairs, novembre 1970.

au début, la politique israélienne à l'endroit de l'Afrique du Sud s'était peut-être ressentie dans une certaine mesure de l'inquiétude éprouvée pour l'avenir de la communauté juive en Afrique du Sud, il était devenu par la suite manifeste que la communauté juive sud-africaine avait pour une part non négligeable aidé à convaincre le Gouvernement israélien d'adopter de plus en plus ouvertement une attitude de soutien du gouvernement pro-apartheid.

Certains Juifs sud-africains, du reste, regrettaient même que les relations ne se développent pas assez rapidement. Le juge J. F. Marais, par exemple, qui avait passé un certain temps dans un kibboutz israélien au début de 1970, put dire au correspondant du Rand Daily Mail à Jérusalem : "Ce qui m'inquiète, c'est que l'Afrique du Sud n'a pas de relations diplomatiques avec Israël" 88/.

Du côté israélien, à côté de ce qui se faisait sur le plan commercial, des liens se nouaient dans le domaine sportif et culturel - au moment même où le boycottage de l'Afrique du Sud sur le plan sportif et culturel international atteignait précisément un maximum. Deux des principaux musiciens de l'orchestre philharmonique israélien se rendirent à Johannesburg pour y jouer en août 89/. L'association israélienne de tennis refusa de faire usage de son droit de vote par procuration à la réunion des organisateurs de la Coupe Davis, tenue à Londres, au cours de laquelle on devait se prononcer sur la participation de la Rhodésie et de l'Afrique du Sud à la Coupe 90/.

Vers la fin de 1970, le nouvel attaché commercial israélien, M. Michael Ram, déclara que la valeur des exportations sud-africaines à destination d'Israël pourrait rapidement passer de 4,5 millions de rands à 25 millions de rands, et une mission israélienne en Afrique du Sud s'entretint avec un certain nombre d'organismes sud-africains de vente de primeurs 91/. Le maire de Ceres, dans la province du Cap, envoya certains membres de son équipe de sapeurs-pompiers et de son Conseil municipal à Ramat-Gan, en Israël, pour qu'ils y reçoivent ce qu'on a appelé "un stage d'instruction rapide à la lutte contre l'incendie et à la protection civile", stage au cours duquel on devait insister tout particulièrement sur la liaison des deux services dans une situation d'urgence, situation qui pouvait précisément se produire en Afrique du Sud en cas de soulèvement de la population africaine 92/. En décembre 1970, la société israélienne Tadiran entamait des négociations avec la société sud-africaine C. F. Fuchs Ltd., en vue d'autoriser cette dernière à fabriquer sous licence en Afrique du Sud du matériel électronique perfectionné 93/. La société Tadiran, qui vendait à l'époque 40 p. 100 de sa production aux forces armées israéliennes, est contrôlée en partie par le Ministère israélien de la défense.

88/ Rand Daily Mail, 17 mars 1970.

89/ Ibid., 11 août 1970.

90/ Ibid., 17 mars 1970.

91/ South African News and Press Review, publié par la Fondation sud-africaine, Londres, octobre-novembre 1970.

92/ South African News and Press Review, octobre-novembre 1970.

93/ Ibid., décembre 1970.

Une fois de plus, à la fin de l'année, les statistiques commerciales montraient que les relations entre les deux pays continuaient de s'étroffer. En 1970, la valeur des exportations israéliennes à destination d'Afrique du Sud s'était élevée à 10,7 millions de dollars, et la valeur des importations en provenance d'Afrique du Sud à 10,2 millions de dollars. Cette année-là, les exportations israéliennes à destination d'Afrique du Sud représentaient plus de 35 p. 100 du total des exportations allant au reste de l'Afrique, tandis que l'accroissement extraordinaire des importations en provenance d'Afrique du Sud, dont la valeur n'atteignait que 5,8 millions de dollars l'année précédente, signifiait que ces importations équivalaient à près de la moitié de ce qu'Israël importait en provenance du reste du continent africain 94/. Sont exclus de ces chiffres, comme d'habitude, d'une part, les transferts émanant des organisations sionistes en Afrique du Sud et, d'autre part, le commerce des diamants.

Parallèlement à l'accroissement des échanges commerciaux, on constatait un accroissement du tourisme. Le nombre de touristes sud-africains en Israël avait augmenté de 11 p. 100 dans l'année, si l'on en croit Israël Zuriel, directeur adjoint du Ministère israélien du tourisme 95/.

1971

En 1971, l'offre israélienne présentée au Comité pour la libération de l'Afrique de l'OUA créa, pour un certain temps, une certaine tension entre les deux pays. Sur le plan commercial, toutefois, les relations continuèrent de se développer. En janvier, la première mission commerciale sud-africaine se rendit en Israël. Organisée par l'ISATA, en collaboration avec le consulat israélien, cette mission était dirigée par la Federated Chamber of Industries et l'Industrial Development Corporation, organisme parapublic, et elle se composait de représentants de certaines des sociétés sud-africaines les plus importantes de l'industrie lourde, de la construction et de la fonderie. La Standard Bank et la Barclays Bank International prenaient également part à la mission, pour s'assurer que les crédits mis à la disposition d'Israël en 1970 étaient intégralement utilisés et que le commerce s'intensifierait encore 96/.

En février, Africa-Israel Investments, grande société israélienne dont 25 p. 100 des parts étaient alors détenues par des investisseurs sud-africains, s'associa à l'Industrial Development Corporation pour trouver les moyens de

94/ FMI - Directions of Trade.

95/ Rand Daily Mail, 9 août 1971.

96/ South African Financial Gazette, 22 janvier 1971.

financer un projet de construction au Venezuela. La même société envisageait aussi de pénétrer sur le marché de l'assurance en Afrique du Sud 97/. Au début de mars, une mission israélienne se rendit, sous le patronage de l'ISATA, en Afrique du Sud 98/.

Au début de mai, le Conseil général israélien, M. I. D. Unna, déclarait à l'occasion d'une manifestation organisée pour célébrer à Johannesburg le jour de l'indépendance d'Israël, que les relations entre les deux pays étaient plus fortes et plus étroites que jamais.

"Nous n'aurions pas pu entretenir ces bonnes relations si nous ne pouvions pas surmonter nos divergences. Au contraire, une discussion franche et libre sur les points d'accord comme sur les points de désaccord crée une atmosphère propice à une meilleure compréhension des problèmes qui se posent à chacun de nous." 99/

C'est à peu près au même moment que se situe la nomination du premier représentant permanent d'une banque israélienne en Afrique du Sud. La banque Japhet, une des plus anciennes banques d'Israël, fondée en 1933, qui se trouve sous le contrôle de la banque Hapoalim, l'une des trois principales banques d'Israël, désigna M. Efraim Freund pour être son représentant en Afrique du Sud. Il était chargé de favoriser les contacts commerciaux, en particulier dans le domaine des minerais, des produits manufacturés et semi-finis, de favoriser les exportations sud-africaines à destination d'Israël en assurant leur financement par l'intermédiaire de sociétés affiliées à l'étranger, de se renseigner sur les possibilités d'investissement en Israël, y compris pour l'exécution de projets qui seraient financés par les deux pays, et aussi de donner des conseils en matière de change 100/.

A la fin de mai, le Gouvernement sud-africain adopta de nouvelles mesures destinées à stimuler les échanges : les restrictions opposées aux investissements directs des sociétés sud-africaines en Israël furent assouplies, le plafond de ces investissements étant relevé à 10 millions de rands. On estimait d'une façon générale que ce plafond serait relevé à nouveau, une fois que les premiers investissements feraient naître des besoins supplémentaires. La South African Financial Gazette commentait l'initiative de la façon suivante :

97/ Rand Daily Mail, 25 février 1971.

98/ Papbda Observer, 10 mars 1971.

99/ Rand Daily Mail, 3 mai 1971.

100/ South Africa Digest, publié par le Ministère des affaires étrangères, Pretoria, 7 mai 1971.

"On pense que cette initiative n'est que la première des mesures d'assouplissement destinées à encourager 'l'exportation' de capital sud-africain vers Israël. Cette initiative suit de près plusieurs autres décisions qui ont montré à quel point les liens financiers et économiques entre l'Afrique du Sud et Israël se font plus étroits. La Financial Gazette croit savoir que la plus grande partie des crédits ouverts (suivant la décision de juillet 1970) ont été dûment utilisés sous forme d'emprunts, et que les demandes tendant à bénéficier de ces crédits ont été particulièrement nombreuses à la suite du voyage d'une mission sud-africaine organisée par le consulat israélien en Afrique du Sud, au cours duquel la mission s'est rendue au début de cette année dans les principaux centres israéliens... Cette dernière initiative en date est importante en ce sens que le Gouvernement sud-africain, pour la première fois, encourage officiellement de nouveaux investissements en Israël."

Ce périodique donnait également certains détails sur les investissements déjà réalisés, notamment ceux de l'African Gate à Haïfa, et sur la création d'une entreprise textile de Cecil Knits en Israël par le groupe de sociétés Desiree Clothing, de Cape Town 101/.

Cet assouplissement des restrictions fut rapidement suivi par l'ouverture de nouveaux crédits en dollars émanant de l'Industrial Development Corporation, au début de juin. Ce type de crédits était offert pour la seconde fois en un an, la valeur en était fixée à 14,9 millions de dollars, et ils étaient destinés à apporter un nouvel encouragement aux exportations sud-africaines à destination d'Israël 102/.

L'importance grandissante des échanges commerciaux entre l'Afrique du Sud et Israël apparut en juillet 1971 lorsqu'on apprit qu'à partir du milieu de 1971 l'Afrique du Sud et le Mozambique fourniraient à Israël les deux tiers de ses besoins en sucre 103/, et en octobre, lorsque M. Carmel Hacohen, de la Zim, révéla que les navires de la compagnie Gold Star faisaient une fois par mois la navette sur la nouvelle route directe allant d'Afrique du Sud au Japon 104/. En outre, les chiffres fournis par M. Israel Zuriel, directeur adjoint au Ministère israélien du tourisme, indiquaient que l'augmentation du nombre des touristes enregistrée l'année précédente s'était maintenue. A l'occasion d'un voyage en Afrique australe, où il devait participer dans le Souaziland à la conférence de l'association des agents de voyage sud-africains, puis passer deux semaines en Afrique du Sud même, M. Zuriel déclara que les chiffres disponibles pour la période allant de janvier à juin 1971 montraient un accroissement de 27 p. 100 par rapport à la même période en 1970 105/.

101/ South African Financial Gazette, 28 mai 1971.

102/ Christian Science Monitor, 5 juin 1971.

103/ Financial Times, Londres, 6 juillet 1971.

104/ Rand Daily Mail, 28 octobre 1971.

105/ Ibid., 9 août 1971.

Le Gouvernement israélien semblait toujours répugner à reconnaître publiquement l'existence des relations entre les deux pays. Dans un article du New York Times, en date du 30 avril 1971, C. L. Sulzberger citait les paroles du Premier Ministre, M. Vorster :

"Nous éprouvons de la sympathie et de la compréhension à l'égard de la situation des Israéliens et de leurs problèmes. Comme nous, ils sont exposés à des infiltrations de terroristes sur leurs frontières et, comme nous, ils ont des ennemis qui s'acharnent à les détruire."

Ce sont surtout les informations données par M. Sulzberger sur la collaboration militaire entre les deux pays qui semblent avoir gêné Israël. M. Sulzberger révélait que l'Afrique du Sud fabriquait, sous licence belge, le pistolet mitrailleur Uzi de conception israélienne et, de plus, il faisait état de rumeurs - qu'il qualifiait de "totalement incontrôlables" - selon lesquelles les Israéliens, ayant obtenu par leurs services d'espionnage les plans du chasseur français Mirage, les avaient communiqués à l'Afrique du Sud. Il révélait également qu'il avait appris de source officielle qu'au cours de la guerre de juin une mission sud-africaine s'était rendue par avion en Israël pour étudier le maniement des armes et les tactiques utilisées dans les attaques-surprises. Par la suite, Radio Israël annonça que le Ministre des affaires étrangères, M. Abba Eban, avait démenti les informations concernant les pistolets mitrailleurs Uzi 106/.

Les efforts en vue d'accroître le commerce des armes, quoique démentis formellement par Israël, furent dévoilés en mai, lorsqu'Israël offrit de vendre trois avions pour remplacer les appareils des forces aériennes sud-africaines qui s'étaient écrasés sur la montagne de la Table. Bien que cette offre n'eût pas été confirmée, la collaboration entre les deux pays fut prouvée à la suite d'un incident survenu à Durban, au cours duquel le feu prit sur un petit cargo grec. Le bateau, l'Antonious Venterius, avait fait route d'Eilat à Durban avec à son bord une cargaison d'explosifs. L'incendie, qui s'était produit avant que le bateau ne fût complètement déchargé, permit de révéler la nature de la cargaison 107/.

L'offre faite par Israël à l'OUA aurait pu nuire aux relations entre les deux pays. Pourtant, même au plus fort du différend, des fonctionnaires israéliens se rendirent en Afrique du Sud et une fois qu'Israël eut retiré son offre, des personnalités parlementaires des deux pays échangèrent des visites. En juin, le rabbin Menahem Porush, député-maire de Jérusalem, et un député de l'Agudat Israel à la Knesset se rendirent en Afrique du Sud pour y réunir des fonds 108/; et le

106/ Radio Israël, 30 juin 1971.

107/ Rand Daily Mail, 11 septembre 1971.

108/ Jewish Chronicle, Londres, le 18 juin 1971.

sous-secrétaire adjoint au Ministère israélien des affaires étrangères, M. Gershon Avner, était aussi en Afrique du Sud au début du mois de juin pour participer à une campagne de collecte de fonds 109/. En septembre, M. Eliezer Shostak se rendit pour un an en Afrique du Sud afin de mettre en place une filiale sud-africaine de la Ligue pour l'amitié israélo-sud-africaine, dirigée par le Dr Shlomo Peer, de l'ISATA, qui était également membre du comité de la Fondation sud-africaine 110/. Fin octobre, M. Manahem Begin se rendit en Afrique du Sud pour s'entretenir avec le Premier Ministre, M. Vorster. Selon un compte rendu de la réunion, M. Vorster "a fait part de sa profonde compréhension à l'égard de la situation en Israël, et s'est déclaré favorable à des liens d'amitié entre l'Afrique du Sud et Israël" 111/.

Invités par la Knesset, le Vice-Président du Sénat sud-africain, M. D. Potgieter, ainsi que deux membres du Parlement, le Dr T. N. H. Jansen, du parti national, et le Dr E. L. Fisher du parti uni, se rendirent en Israël au mois d'octobre pour une courte visite. C'était la première fois depuis plusieurs années que des parlementaires sud-africains se rendaient en Israël 112/.

Le boycottage auquel étaient soumis les sportifs sud-africains fut enfreint à plusieurs reprises. Une équipe israélienne officielle de judo visita l'Afrique du Sud en novembre; aucune équipe internationale de judo ne l'avait fait avant elle 113/. L'équipe championne de basket-ball israélienne, le Maccabi de Tel Aviv, fit une tournée en Afrique du Sud en juillet et août, y disputant des matchs contre des équipes constituées exclusivement de joueurs blancs ainsi que contre une équipe sud-africaine "représentative" : c'était la première équipe israélienne de ce type à se rendre en Afrique du Sud depuis 1955 114/. Deux athlètes israéliens participèrent aux championnats d'athlétisme multiraciaux qui se sont déroulés à Cape Town à la fin novembre : ils étaient les premiers athlètes israéliens à participer à des compétitions en Afrique du Sud 115/.

Parmi les échanges culturels au cours de l'année, il faut noter une visite faite à Windhoek, capitale de la Namibie, par un groupe d'étude israélien dirigé par le Pr A. Vardi, de l'Université de Tel Aviv. Ce groupe faisait une étude sur la structure socio-économique et socio-politique du pays. Il fut reçu par le Rotary Club de Windhoek 116/.

109/ The Star, 5 juin 1971.

110/ Rand Daily Mail, 15 septembre 1971.

111/ Jewish Chronicle, 5 novembre 1971.

112/ Rand Daily Mail, 11 octobre 1971.

113/ ibid., 1er septembre 1971.

114/ Today's News, 3 août 1971.

115/ Report from South Africa, Ambassade sud-africaine, Londres, février 1972.

116/ Windhoek Advertiser, 11 mars 1971.

1972

En 1972, les relations entre les deux pays continuèrent de s'étendre. Le fait marquant de l'année fut la décision prise par l'Afrique du Sud d'ouvrir sa première mission diplomatique à Tel Aviv. Cette décision fut annoncée au début du mois de mars et en avril, M. Charles Pincham, ancien consul général d'Afrique du Sud à Londres et à New York, fut chargé d'inaugurer la mission; il était accompagné de M. E. A. Van Niekerk. Bien que le Gouvernement sud-africain se soit refusé à commenter officiellement cette décision, elle fut bien accueillie par le Dr Shlomo Peer, qui déclara : "Cela aurait dû être fait depuis longtemps déjà ... Israël devait tenir compte des réactions défavorables qui ne manqueraient pas de se manifester, et notamment celles des missions africaines, asiatiques et, sans doute aussi, scandinaves situées à Tel Aviv et à Jérusalem. En acceptant la demande de l'Afrique du Sud, Israël a démontré qu'il tenait à entretenir d'étroites relations avec ce pays" 117/. M. Carel Noffke, directeur du Die Transvaler, journal proche du Gouvernement sud-africain, déclara lors d'une réunion de l'Association sioniste de Johannesburg, qu'il croyait que l'Afrique du Sud et Israël avaient convenu que l'Afrique du Sud n'ouvrirait pas de mission à Tel Aviv tant qu'Israël n'aurait pas établi de liens avec l'Afrique noire 118/.

Une nouvelle mission commerciale sud-africaine en Israël fut annoncée en avril, et le conseiller commercial israélien à Johannesburg déclara qu'une mission de la chambre de commerce de la ville se rendrait en Israël, en novembre, pour consolider les échanges commerciaux en expansion 119/.

En juin, le Ministre sud-africain des eaux et forêts, M. Stephanus Botha, alla en Israël pour y étudier les méthodes d'administration des eaux et, à cette occasion, il eut des entretiens avec son homologue israélien. A son arrivée, il déclara à la presse qu'il espérait qu'une collaboration pourrait s'établir avec Israël dans ce domaine 120/.

Une autre indication de la collaboration croissante entre les deux pays fut donnée au mois de mai, par le biais d'une déclaration faite par le Directeur adjoint de la police sud-africaine, le général Danie Bester, dans laquelle ce dernier exprimait son espoir de voir bientôt établir une procédure efficace d'extradition 121/. Un traité avait déjà été signé à cette fin en 1960, mais il

117/ Raud Daily Mail, 10 mars 1972.

118/ Ibid., 18 mars 1972.

119/ Radio Johannesburg, 19 avril 1972.

120/ Kuwait Times, 13 juin 1972.

121/ Sunday Times, Johannesburg, 7 mai 1972.

n'avait jamais été invoqué. Lorsque, en janvier 1972, la Sidarel Finance Corporation, située en Afrique du Sud, avait fait faillite, son directeur s'était enfui en Israël et l'année d'après des estimations montraient que "au moins 33 hommes d'affaires" s'étaient enfuis d'Afrique du Sud au cours des quatre ans et demi précédents, laissant des dettes s'élevant à plusieurs millions de rands. "Bon nombre d'entre eux sont maintenant en Israël." 122/ La déception que rencontra le général Bester en 1972 ne devait être que de courte durée.

Les liens financiers continuèrent à se resserrer au cours de 1972. La banque Leumi, de New York, filiale de la banque Leumi de Tel Aviv, participa à un consortium de banques sous la direction de l'European-American Banking Corporation (EABC) afin d'émettre un emprunt secret de 50 millions de dollars pour le compte du Ministère sud-africain des finances, en juin 1972. La part de la banque Leumi était de 2 millions de dollars 123/. En septembre, un ingénieur israélien, Joe Sery, investit un quart de millions de rands dans une nouvelle compagnie, la Car Part Industries (Pty), et une entreprise sud-africaine, la Brcst Motor Metal Works (Pty) fit de même, ce qui indique que les courants monétaires se produisaient dans les deux sens.

Vers la fin de l'année, les échanges diminuèrent, les exportations d'Israël vers l'Afrique du Sud tombant à 6 millions de rands et les importations en provenance d'Afrique du Sud à 7,5 millions. La cause en est attribuée aux restrictions sur les importations 124/.

Plusieurs visites de personnalités eurent lieu en 1972. Au début de l'année, Mme Esther Herlitz, ancien ambassadeur d'Israël au Danemark, passa un mois en Afrique du Sud sur l'invitation du Conseil sioniste féminin. Elle prit la parole devant une réunion de parlementaires au Cap 125/. Mme Raya Jaglom, présidente de la WIZO, se trouvait aussi en Afrique du Sud pendant la même période, pour participer à une campagne de collecte de fonds 126/.

Une équipe féminine officielle d'Israël se déplaça en Afrique du Sud en mars pour participer à la Coupe de la Fédération de tennis. C'était la première fois qu'Israël prenait part à cette coupe 127/.

122/ Johannesburg Sunday Express, 20 mai 1973.

123/ Frankfurt Documents, publiés par le Corporate Information Center of the National Council of Churches, New York : dossier du CIC : juillet 1973.

124/ Sunday Times, Johannesburg, 17 mars 1974.

125/ Cape Argus, 6 mars 1972.

126/ The Star, 26 février 1972.

127/ Jewish Chronicle, 24 mars 1972.

1973

A partir du début de 1973, les relations commerciales s'intensifièrent de nouveau. En janvier, la Banque Leumi ouvrit à Johannesburg un bureau dont le but principal était de promouvoir les échanges et les investissements 128/.

Au début de l'année également, un fait nouveau important marqua le domaine politique. Quatre Etats africains ayant décidé, sur l'invitation de l'Ouganda, de rompre leurs relations avec Israël, le Ministre adjoint aux communications d'Israël se rendit en Afrique du Sud sur l'invitation de la communauté juive locale. C'était la première fois, depuis la guerre de juin, qu'un ministre israélien en exercice faisait ce voyage. Aucune rencontre officielle ne fut annoncée, mais on signala à Johannesburg que des entretiens avaient eu lieu au sujet d'El Al, qui continuait à vouloir établir un itinéraire vers l'Amérique du Sud en passant par l'Afrique du Sud 129/. D'après les commentateurs, cette visite prouvait qu'Israël, ayant constaté l'échec de sa politique africaine, acceptait de donner plus de publicité à ses relations avec l'Afrique du Sud.

En février, l'agence Reuter annonça de Tel Aviv qu'Israël importerait pendant l'année 40 000 tonnes de ciment sud-africain, par le port d'Eilat, et qu'elle attendait la première livraison pour la fin du mois 130/.

Dans le domaine des sports, une équipe de 120 athlètes sud-africains participèrent aux jeux Maccabéens, qui eurent lieu en Israël en juillet, pour célébrer le vingt-cinquième anniversaire de la fondation de l'Etat 131/.

Pendant les mois précédant la guerre d'octobre, plusieurs personnalités israéliennes se rendirent en Afrique du Sud. La plus importante était l'ancien ambassadeur aux Etats-Unis, M. Yitzhak Rabin, qui y alla en mai pour participer pendant 10 jours à une collecte de fonds au profit de l'Israeli United Appeal 132/. Le grand rabbin Shlomo Goren se rendit en Afrique du Sud en août et y rencontra les responsables de la défense, y compris le Ministre de la défense, M. P. W. Botha, et le Commandant-général des forces armées sud-africaines, l'amiral H. H. Biermann. Il s'entretint également avec le président J. J. Fouché 133/. Mme Ruth Dayan, l'ancienne épouse de Moshe Dayan, participa elle aussi à une campagne de collecte de fonds en Afrique du Sud au mois de mars 134/.

128/ South African Financial Gazette, 5 janvier 1973.

129/ Jewish Chronicle, 2 février 1973.

130/ Reuters, 20 février 1973.

131/ Document de l'ONU, A/9022, par. 120-121.

132/ Rand Daily Mail, 10 mai 1973 et 14 mai 1973.

133/ The Star, 18 août 1973.

134/ Rand Daily Mail, 3 mars 1973.

Ces déplacements n'étaient pas à sens unique. En septembre, le Ministre sud-africain de l'intérieur, M. Connie Mulder, se rendit en Israël pour une "visite privée", et il rencontra le Ministre des affaires étrangères, M. Abba Eban, ainsi que son homologue israélien, M. Yosef Burg 135/. Au début d'octobre, lorsque le président Mobutu Sese Seko du Zaïre rompit les relations avec Israël, il dit expressément que la visite de M. Mulder était l'un des facteurs qui avaient contribué à sa décision. M. Eschel Rhoodie, secrétaire à l'information, fit aussi le voyage d'Israël en septembre 136/, et l'on apprenait en août que le chef du Bureau of State Security (BOSS) d'Afrique du Sud, le général Hendrik van den Bergh, était venu "récemment"; sa visite était demeurée secrète jusqu'à cette date. Dans une interview accordée à Raphael Bashan du journal Yedio Aharanot, le général van den Bergh déclarait :

"Je suis allée en Israël récemment et j'ai apprécié chaque instant de mon séjour. J'ai dit au Premier Ministre en rentrant qu'aussi longtemps qu'Israël existera, il y aura de l'espoir pour nous. Si Israël était détruit - ce qu'à Dieu ne plaise - l'Afrique du Sud serait menacée de disparition 137/."

Le but de la visite n'a pas été révélé.

Un visiteur moins important fut le maire de Johannesburg, M. A. D. Bensusan, accompagné de sa femme 138/.

Pendant les mois qui ont précédé la guerre d'octobre, les relations commerciales se sont considérablement renforcées elles aussi. Une nouvelle particulièrement importante fut annoncée en juin. Le chef de la délégation sud-africaine à la Conférence des millionnaires, M. Benjamin Wainstein, révéla un plan prévoyant que les compagnies sud-africaines utiliseraient Israël pour tourner les sanctions imposées par les Etats africains. Lors d'une conférence de presse donnée à Jérusalem, il déclara qu'une société sud-africaine allait investir 400 000 livres sterling dans une usine israélienne de coton imprimé : environ 60 p. 100 de la production seraient destinés au marché africain en Afrique du Sud et dans les anciens territoires de la Haute-Commission; le reste serait mis en vente ailleurs sur le continent. "Israël constitue une base très utile pour les sociétés sud-africaines qui ne peuvent pas vendre directement à l'Afrique" affirma M. Wainstein, précisant que la construction de l'usine de textiles n'était que l'une de six ou sept mesures prévues, dont deux avaient déjà fait l'objet d'un accord. Les hommes d'affaires sud-africains, ajouta-t-il, avaient l'intention d'investir en Israël autant que le permettait leur gouvernement 139/.

135/ The Star, 22 septembre 1973, Third World Reports, Londres, octobre 1973.

136/ To the Point, 6 octobre 1973.

137/ Yediot Aharanot, 16 août 1973.

138/ Rand Daily Mail, 1er juin 1973.

139/ The Guardian, 2 juin 1973.

Le Ministre israélien du commerce et de l'industrie, le général Haim Bar Lev, assistait à la conférence de presse; il dit aux journalistes qu'Israël avait certaines réserves quant aux investissements sud-africains, mais que celles-ci ne s'appliquaient pas au projet d'usine de textiles.

Le mois précédent, en mai, un autre accord commercial important fut annoncé : une société, l'ISKOOR, avait été mise en place pour la distribution de l'acier en Israël. Elle était contrôlée pour 51 p. 100 par les usines Koor, consortium de l'industrie lourde appartenant à l'Histadrut (Fédération israélienne des syndicats) et pour 49 p. 100 par Iskoor, la société du fer et de l'acier du Gouvernement sud-africain. L'accord au sujet de l'Iskoor, qui prévoyait un capital social d'environ un million de rands, avait été conclu en mai, mais il n'avait été rendu public qu'en septembre 140/.

Du 13 au 16 mai, une mission sud-africaine composée de 15 spécialistes de l'habitation visita Israël pour étudier les méthodes de construction de villes nouvelles, les plans de rénovation urbaine, les plans de reconstruction d'urgence et les méthodes industrielles de construction. La mission était dirigée par M. T. L. Webb, directeur du Groupe de recherches en matière de construction, qui dépend du Conseil sud-africain de la recherche scientifique et industrielle, autre organe paragouvernemental 141/.

Plus tard dans l'année, un accord commercial moins important fut rendu public, entre les usines Shabal en Israël et la South African Power Tool and Equipment Company (Pty), concernant un échange de données relatives à la production locale. Selon le rapport, la SAPCO fabriquerait également une partie des outils produits sous licence par Shabal 142/.

140/ Sunday Times, Johannesburg, 16 septembre 1973.

141/ Rand Daily Mail, 12 mai 1973.

142/ Ibid., 16 octobre 1973.

LA GUERRE D'OCTOBRE 1973 ET SES SUITES

Peu avant le début de la guerre d'octobre, le Zaïre, comme on l'a dit plus haut, rompit ses relations avec Israël. La plupart des Etats indépendants d'Afrique agirent de même pendant et immédiatement après la guerre, et l'on pense que la révélation de certains incidents trahissant une collaboration entre Israël et l'Afrique du Sud a contribué à cet état de choses. Il est certain que, dès le mois de mai 1972, un important ministre tanzanien avait laissé entendre officieusement que son gouvernement était préoccupé par les liens qui se formaient entre ces deux pays 143/. C'est en particulier la question des liens militaires qui était la cause de cette préoccupation.

Il est difficile d'avancer des preuves tangibles qui ne soient pas officiellement démenties par les deux parties, mais le courant commercial de matériel militaire existait déjà avant le début de la guerre. En mai 1973, un fonctionnaire israélien soulignait au Salon de l'aéronautique de Paris l'utilité que présentait pour l'Afrique du Sud l'appareil Arava, construit par l'IAI. Cet appareil, qui peu de temps auparavant avait fait des essais en Afrique du Sud, est idéal pour les opérations anti-insurrectionnelles, et l'on affirme dans certains milieux que l'Afrique du Sud était à l'origine de plusieurs commandes pour l'exportation de cet avion.

Pendant la guerre, le Gouvernement égyptien annonça qu'un Mirage étranger avait été abattu sur le front de Suez. Les milieux militaires du Caire ont indiqué (à l'auteur) que ce Mirage était d'origine sud-africaine, et un article du Daily Telegraph de Londres a suggéré par la suite que l'Afrique du Sud avait envoyé plusieurs Mirages via les îles portugaises de l'Atlantique pour aider Israël 144/. Cette information a été démentie à la fois par Israël et par l'Afrique du Sud 145/. En mars 1974, cependant, M. Kaunda, président de la Zambie, a accusé Israël d'avoir permis à l'Afrique du Sud d'envoyer des Mirages pour participer à la guerre d'octobre, afin d'y acquérir l'expérience "pour de futures guerres" contre des Etats tels que la Zambie. Le président Kaunda a également déclaré qu'Israël avait envoyé en Afrique du Sud un général de division, qu'il n'a pas nommé, pour assurer l'entraînement anti-insurrectionnel des forces sud-africaines 146/.

Au début des hostilités, l'Afrique du Sud déclara formellement sa neutralité. Mais, dans un discours prononcé à Port Elisabeth, le Ministre de la défense, M. P. W. Botha, promit que "dans la mesure du possible et sans déclaration de guerre" son gouvernement trouverait les moyens de porter secours. Il ajoutait : "Des milliers de Sud-Africains ont un sentiment de sympathie très profond pour Israël, qui lutte contre des forces appuyées par le militarisme du type communiste qui constitue une menace pour nous également 147/." Des déclarations de soutien analogues ont été faites par M. Vorster.

143/ Dans une conversation avec l'auteur, le 29 mai 1972.

144/ Daily Telegraph (Londres) du 31 octobre 1973.

145/ The Star du 3 novembre 1973.

146/ The Guardian du 8 mars 1974.

147/ Rand Daily Mail du 15 octobre 1973.

Un nombre considérable de volontaires sud-africains se sont rendus par avion en Israël en passant par Londres, puis en empruntant El Al jusqu'à Tel Aviv 148/. En outre, le Ministre des finances sud-africain, M. N. Diederichs, a immédiatement levé toutes les restrictions du contrôle des changes, pour permettre les transferts des fonds vers Israël 149/. Selon le Rand Daily Mail, jusqu'à 1 500 Juifs ayant des liens avec l'Afrique du Sud se trouvaient dans les forces armées israéliennes pendant la guerre, et 800 d'entre eux faisaient partie de la force qui a traversé le canal de Suez 150/. Au moins l'un d'entre eux, le Dr Charles Louis Kowalsky, a été fait prisonnier par les Syriens au mont Hermon. Après sa libération, il a rendu visite à des parents en Afrique du Sud 151/. Un certain nombre de Sud-Africains de renom se trouvaient parmi les chirurgiens qui se sont rendus en Israël, notamment le Dr Barry Kaplan, membre de l'équipe d'implantation cardiaque du Dr Christiaan Barnard 152/.

Le montant des sommes qui ont été réunies en Afrique du Sud au profit d'Israël pendant la guerre n'a pas été publié, mais un journal sud-africain a déclaré, au milieu des hostilités, que le total était "probablement plus élevé qu'en 1967" 153/. Plus de 340 000 rands ont été réunis en deux jours seulement par la Johannesburg Women's Israel Emergency Appeal 154/. Un petit groupe d'éleveurs non juifs a fait des dons de bétail d'une valeur de plus de 16 000 rands 155/; comme ce fut le cas en 1967, les contributions en espèces et en nature ne provenaient pas exclusivement de la communauté juive sud-africaine. Une estimation fixait le total aux environs de 30 millions de dollars.

Après la guerre, des centaines de jeunes Sud-Africains se sont rendus en Israël par avion pour remplacer dans les kibboutz les travailleurs qui étaient encore sous les drapeaux 156/.

La guerre n'a presque rien laissé de la politique africaine d'Israël. Après les hostilités, ce pays n'entretenait plus de relations qu'avec un petit nombre d'Etats dans l'orbite sud-africaine et avec l'Afrique du Sud et le Portugal. L'une des conséquences a été un brusque changement dans les votes d'Israël à l'ONU. Lors des scrutins sur les résolutions concernant l'apartheid à la vingt-huitième session de l'Assemblée générale, la délégation israélienne s'est abstenue sur les résolutions 3151 D et 3151 E, a voté contre la résolution 3151 G, et s'est absentée pour le vote sur les autres résolutions concernant l'apartheid. Le changement d'attitude était net 157/.

148/ Cape Times du 12 octobre 1973.

149/ Cape Times du 17 octobre 1973.

150/ Rand Daily Mail du 22 octobre 1973.

151/ Rand Daily Mail du 12 juillet 1974.

152/ Jewish Chronicle du 26 octobre 1973.

153/ Cape Times du 16 octobre 1973.

154/ The Star de Johannesburg, des 2 octobre, 7 novembre et 9 novembre 1973.

155/ Cape Times, du 19 octobre 1973.

156/ Numéro hebdomadaire du Star de Johannesburg, du 1er décembre 1973.

157/ Document de l'ONU : A/AC.115/L.383 du 29 avril 1974.

Les relations commerciales ont rapidement pris de l'ampleur en 1973. Les exportations israéliennes vers l'Afrique du Sud sont montées d'environ 9 millions de dollars à 12 millions de dollars, alors que les exportations sud-africaines vers Israël passaient de 11,6 millions de dollars à 32 millions de dollars dans le courant de l'année 158/.

Après la guerre, le resserrement des liens est devenu plus évident. En décembre 1973, la Fédération israélienne des sports a de nouveau enfreint le boycottage en envoyant une équipe participer au concours international de gymnastique à Johannesburg. La Fédération avait d'abord fait savoir que l'équipe - composée de deux hommes - n'était pas suffisamment entraînée à cause de la guerre. Elle a par la suite changé d'opinion, et les deux hommes ont été accompagnés par le Président de la Fédération, Yitzhak Fuchs. Aucune explication n'a été donnée pour la volte-face qu'a exécutée le Comité de direction de la Fédération en décidant d'accepter l'invitation "tous frais payés" 159/. Du côté de l'Afrique du Sud, une équipe de rugby sud-africaine maccabéenne (juive) devait se rendre en Israël au début de 1974 160/.

A la fin du mois d'août 1974, de nouveaux événements avaient été notés dans un certain nombre de domaines. En mars, le Gouvernement israélien avait annoncé qu'il élevait le niveau de sa mission diplomatique en Afrique du Sud, et l'ancien Consul général, M. I. D. Unna, était nommé ambassadeur 161/. On signalait de même que l'Afrique du Sud allait élever le niveau de sa représentation en Israël 162/.

En janvier, une Chambre de commerce Israël-Afrique du Sud fut créée en Israël, et le Consul général sud-africain prédisait que le volume des échanges commerciaux entre les deux pays prendrait un essor spectaculaire dans le courant de l'année 163/. Près de 100 entreprises israéliennes seraient devenues membres de la nouvelle Chambre 164/. Une Chambre de commerce Afrique du Sud-Israël fut également mise sur pied, avec l'encouragement de l'attaché commercial israélien en Afrique du Sud. Le Président de la Chambre israélienne s'est rendu en Afrique du Sud pour une rencontre préliminaire 165/, et M. Meyer Cohen est devenu Président de la nouvelle Chambre 166/.

158/ South African Digest du 22 février 1974 et Financial Mail (Afrique du Sud) du 7 juin 1974.

159/ Jewish Chronicle (Londres) du 7 décembre 1973.

160/ L'hebdomadaire Jerusalem Post du 7 août 1973 (dorénavant : JP Hebdomadaire).

161/ Rand Daily Mail du 12 mars 1974.

162/ Rand Daily Mail du 24 mars 1974.

163/ South African Digest du 22 février 1974.

164/ Financial Mail du 17 mars 1974.

165/ Sunday Times de Johannesburg, du 17 mars 1974.

166/ Rand Daily Mail du 19 juin 1974.

En mars, M. Abraham Agmon, directeur général de la Direction des investissements au Ministère des finances israélien, se rendit en Afrique du Sud pour obtenir du gouvernement qu'il permette aux entreprises sud-africaines d'investir jusqu'à 15 millions de rands en Israël au cours des trois prochaines années - soit près du double autorisé pour les trois dernières années. Au cours de son voyage, il s'est entretenu avec M. Gerald Browne, secrétaire aux finances sud-africain, ainsi qu'avec des fonctionnaires de la Reserve Bank 167/.

Un correspondant du Sunday Times de Johannesburg, qui avait passé deux semaines en Israël au mois de mars, a signalé que des entreprises sud-africaines finançaient actuellement les projets suivants : un complexe de 26 étages de bureaux et de magasins à Tel Aviv, qui sera connu sous le nom de la Maison de l'Afrique du Sud, et qui hébergera la Mission diplomatique sud-africaine, la ligne d'aviation South African Airways et El Al; un complexe pétrochimique à Haïffa; un complexe industriel à Holon, faubourg de Tel Aviv; une entreprise de construction de machines agricoles dans une nouvelle zone franche, à Eilat; et, à Ashdod, une implantation d'usine de grillage métallique soudé 168/.

Outre ces nouveaux projets, il y avait déjà un certain nombre de sociétés sud-africaines opérant en Israël. Plusieurs compagnies israéliennes ont reçu d'importants investissements d'Afrique du Sud. C'est le cas par exemple de la Peltours, agence de voyages et compagnie d'assurance, appelée autrefois Palestine and Egypt Lloyd. Dirigée par des membres sionistes de la communauté juive sud-africaine depuis 1936, la Peltours a joué un "rôle capital en aidant Aliyah Bet à faire échapper des juifs de pays arabes", selon le correspondant de la rubrique voyage du Jewish Chronicle de Londres 169/.

Au mois de mai, le maximum permis pour les investissements directs des sociétés sud-africaines en Israël fut porté de 7 millions à 20 millions de rands. L'ambassadeur I. D. Unna a déclaré en juin qu'"avec l'abondance de matières premières de l'Afrique du Sud et la capacité technique d'Israël, nous pouvons vraiment aller loin si nous unissons nos forces" 170/. Pour les sociétés sud-africaines, Israël est une éventuelle voie d'accès aux marchés de la Communauté économique européenne, un accord d'association entre Israël et le Marché commun devant être signé plus tard dans l'année.

Parallèlement, les intérêts israéliens dans l'industrie sud-africaine ont enregistré cette année une augmentation notable. Des accords de brevets et des investissements limités, dont certains ont été mentionnés ci-dessus, existaient déjà, mais des changements majeurs se sont produits en 1974. Au mois d'avril, il y avait un pavillon israélien à l'exposition Rand, principale foire industrielle de l'année en Afrique du Sud, pour la première fois depuis 10 ans. Le pavillon avait à sa tête M. Shmuel Sivan, directeur général du Ministère du commerce et de l'industrie, et parmi les articles exposés figuraient des produits des industries chimique et pétrochimique israéliennes 171/.

167/ Sunday Times de Johannesburg, du 24 mars 1974.

168/ Sunday Times de Johannesburg, du 24 mars 1974.

169/ Jewish Chronicle (Londres), 21 mai 1974.

170/ Financial Mail, 7 juin 1974.

171/ Jewish Chronicle (Londres), 5 avril 1974.

En juin, la société Koor, qui, grâce à un marché avec Iscor, compte importer 100 000 tonnes d'acier sud-africain en 1974, a annoncé qu'elle prévoyait de monter en Afrique du Sud une usine de produits chimiques pour l'agriculture de 2,5 millions de rands. Koor a accepté de financer 25 p. 100 des coûts, et le groupe sud-africain Adcock-Ingram, par sa filiale Lembro Holdings (Pty), devait apporter le reste. La société sud-africaine IDC doit fournir un prêt à faible intérêt de 700 000 rands. La nouvelle usine, qui sera dirigée par une compagnie spécialement constituée à cette fin, Agbro (Pty), est la première de ce type en Afrique du Sud, et elle sera située dans une "zone-frontière" à proximité d'East London, adjacente à un bantoustan 172/. Le général Meir Amit, qui était l'adjoint de Moshe Dayan lorsque celui-ci était chef de l'état-major israélien en 1953, et qui dirige maintenant la société Koor, est arrivé en Afrique du Sud à la fin du mois d'août 173/.

Par suite de l'amélioration des relations dans les autres domaines, la police sud-africaine a pris des mesures pour appliquer le traité d'extradition de 1960. En juin, il a été annoncé que la procédure préalable au retour d'Israël de trois Sud-Africains recherchés pour vol, fraude et détournement de fonds, avait été entamée 174/. L'extradition devait également être demandée pour six autres personnes.

Le visiteur israélien le plus important en Afrique du Sud fut Moshe Dayan, qui est arrivé à la fin du mois d'août, en qualité d'orateur principal à la séance d'ouverture de la conférence de la Fédération sioniste. Il avait été invité par la Fondation sud-africaine, qui avait organisé pour lui un programme de discussions et de réunions, et au Comité de laquelle M. Shlomo Peer, ancien collègue de Dayan au parti Rafi. Autrefois, les visiteurs israéliens se rendaient en Afrique du Sud pour des fonctions intéressant la communauté juive d'Afrique du Sud. Cette restriction est en voie de disparition 175/. Dayan a été précédé par sa femme, Rachel, qui a été hospitalisée dans une clinique de Johannesburg pour y subir un traitement médical sous un nom d'emprunt, quelques jours avant l'arrivée de son mari 176/.

Les preuves de violations du boycottage culturel se sont multipliées. En août, l'orchestre philharmonique d'Israël a fait une tournée de deux semaines en Afrique du Sud; c'était la première fois depuis 18 ans qu'un orchestre de cette importance et de ce prestige allait en Afrique du Sud 177/. Cette tournée a été décrite par un journaliste comme "le sommet de la saison musicale d'hiver en Afrique du Sud" 178/. Dans le domaine scientifique, les relations entre

172/ Jewish Chronicle (Londres), 21 juin 1974, et Sunday Times (Johannesburg), 16 juin 1974.

173/ Jewish Chronicle (Londres), 2 août 1974.

174/ Jewish Chronicle (Londres), 28 juin 1974.

175/ Jewish Chronicle (Londres), 2 août 1974.

176/ Evening News (Londres), 27 août 1974.

177/ Jerusalem Post, hebdomadaire, 13 août 1974.

178/ Jewish Chronicle, 16 août 1974 - Article du correspondant de Johannesburg.

l'Afrique du Sud et Israël se sont poursuivies. En juillet, M. E. J. Kruger, administrateur principal de la station de recherche pour la pêche de Lowveld, qui relève de la Division de la protection de la nature au Transvaal, s'est rendu en Israël pour assister à un séminaire sur les pêcheries 179/.

En août, le Président de l'Afrique du Sud, M. Fouché, a rendu hommage à Israël lors de l'inauguration d'un monument à la mémoire des colons anglais partis pour l'Afrique du Sud en 1820. Rendant hommage au courage de ces colons, M. Fouché a déclaré qu'Israël était aujourd'hui le meilleur exemple du pouvoir galvanisant exercé par le nationalisme. "Qu'on approuve ou non les sentiments d'Israël, amis et ennemis ne peuvent que s'incliner devant la façon dont les Israéliens tiennent tête à des millions d'adversaires 180/".

179/ The Star, hebdomadaire, 20 juillet 1974.

180/ Jewish Chronicle (Londres), 9 août 1974.

CONCLUSIONS

Il est maintenant clair que le Gouvernement israélien s'est nettement engagé dans la voie de l'amélioration et du renforcement des relations avec l'Etat pro-apartheid de l'Afrique du Sud dans tous les domaines.

Autrefois, il était possible de dissimuler ces liens dans une certaine mesure. Les relations économiques les plus importantes - commerce des diamants et transfert de fonds des organisations sionistes d'Afrique du Sud en Israël - ne figuraient pas dans les chiffres relatifs au commerce publiés habituellement. En outre, si de hauts fonctionnaires israéliens représentant tous les secteurs d'activité se rendaient régulièrement en Afrique du Sud depuis la création d'Israël, ils le faisaient généralement, du moins en apparence, à l'occasion d'un événement intéressant la communauté juive d'Afrique du Sud.

Cette communauté, en dehors d'un très petit nombre d'individus courageux qui ont subi de vives pressions de la part de leurs correligionnaires sud-africains, a fait connaître son appui au système de l'apartheid par l'intermédiaire de ses publications. Elle a également contribué au développement des liens entre les deux gouvernements et entre les deux économies.

Depuis 1967, et surtout depuis l'an dernier, les relations entre les deux Etats sont de plus en plus importantes. En outre, le Gouvernement israélien, tout en affirmant son opposition à l'apartheid, tout au moins jusqu'à une date récente, n'a pas répondu aux demandes ou aux pressions des organisations anti-apartheid et de l'ONU qui cherchaient à savoir comment s'étaient développées ces relations.

De nos jours, contrairement à ce que font la plupart des autres Etats, Israël renforce ses liens avec l'Afrique du Sud. Cette constatation s'applique à la politique, l'économie et la diplomatie. Elle s'applique également, fait inquiétant, au domaine militaire.

Les démentis passés d'Israël concernant ses relations avec l'Afrique du Sud s'expliquaient par deux raisons possibles. Premièrement, on débattait sincèrement en Israël de l'avenir des relations avec l'Etat pro-apartheid - débat qui semble maintenant avoir été gagné par le groupe favorable à l'Afrique du Sud. Deuxièmement, les démentis servaient de paravent pour dissimuler ces relations, à une époque où Israël avait des intérêts diplomatiques et économiques majeurs dans le reste du continent africain. Ces deux raisons ont maintenant disparu.

L'existence d'une communauté d'intérêts entre Israël et l'Afrique du Sud a fait l'objet de commentaires ces dernières années, de la part des hommes d'Etat et des journaux israéliens, de la communauté juive sud-africaine et des hommes d'Etat et des journaux sud-africains. Cette communauté d'intérêts semble aujourd'hui être un élément important des décisions de politique étrangère prises par les deux Etats.